

Scolarisation obligatoire dès 3 ans : une exception française ?



Article rédigé par *Liberté Politique*, le 29 mars 2018

Mardi 27 mars, le Président de la République a ouvert les Assises de l'école maternelle auxquelles participent 400 membres et partenaires de la communauté éducative. La mesure phare a été l'annonce de la scolarisation obligatoire dès 3 ans.

On peut lire sur la page d'accueil du site du ministère de l'éducation nationale : « L'école maternelle a toujours été un lieu d'innovation, car elle est la matrice d'une vision optimiste de l'Homme héritée des Lumières : son éducatibilité, sa perfectibilité. »

Que répondre à cette vision anthropologique de l'Homme et son corollaire l'Enfant ?

L'Etat entend garder son emprise sur l'enfant dès son plus jeune âge dans le souci d'une « meilleure intégration ». Cela ne concerne en réalité que 20 000 à 30 000 enfants. Ces derniers arrivent en CP avec une maîtrise défailante du français, particulièrement du vocabulaire. Ces enfants issus majoritairement de l'immigration ne parlent pas français pour la plupart à la maison. François Hollande en son temps avait même préconisé dans sa politique éducative une scolarisation des enfants de moins de 3 ans notamment en zone d'éducation prioritaire. La France fait ici figure d'exception puisque dans la quasi-totalité des pays européens l'obligation scolaire commence à 6 ans.

Même si la question de l'intégration des enfants allophones dès leur plus jeune âge reste un problème de fond majeur de notre société, ne faut-il pas voir dans cette annonce une mesure symbolique ?

L'Etat entend, une fois de plus, se substituer à la famille dont la mission première est d'éduquer les enfants, l'école ayant pour mission initiale de les instruire.

Ne faudrait-il pas engager une réflexion de fond pour « obliger » les parents issus d'émigration à l'apprentissage de la langue française dès leur arrivée sur le territoire ? Cela aurait évidemment un effet collatéral sur la maîtrise du français de leurs enfants et les responsabiliserait dans leur rôle de premier éducateur.

Mais les politiques actuelles ont un mal fou à prendre le mal à la racine.